



Le syndicat des magistrats s'insurge et dénonce

A quoi joue Ksentini ?



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4069 - Jeudi 12 janvier 2017 - Prix : 10 DA

Plus qu'une fête, une tradition berbère ancestrale

Yennayer 2967 célébré aujourd'hui par les Algériens

Page 2



Renault Trucks Algérie

Pose de la première pierre de l'unité de production Soprovi

Page 2

La sortie d'un grand président

Par Mohamed Habili

Dans son discours d'adieu prononcé à Chicago, sa ville, Barack Obama a tout naturellement énuméré les réalisations les plus marquantes de ses deux mandats présidentiels, tant sur le plan interne que sur le plan externe, point de passage obligé en effet pour pouvoir ensuite affirmer que les Etats-Unis se portent mieux aujourd'hui qu'il y a huit ans. Cet exercice tout formel n'en comporte pas moins dans son cas une grande part de vérité. Oui, les Etats-Unis donnent aujourd'hui d'eux-mêmes au reste du monde une image différente de celle qu'ils lui tendaient auparavant et qui s'incarnait pour l'essentiel dans la personne de son prédécesseur, Georges W. Bush. Sous sa présidence, les Etats-Unis se sont gardés d'agir en gendarmes du monde et en va-t-en-guerre, prompts à intervenir là même où leurs intérêts vitaux ne sont pas en cause, comme ce fut en particulier le cas en Irak en 2003. Les pressions exercées aussi bien par les alliés occidentaux que par les monarchies du Golfe ne l'ont pas amené à intervenir militairement en Syrie en vue de faire subir au régime de Bachar Al Assad le même sort qu'à celui de Kaddafi. D'ailleurs sans les instances de son secrétaire d'Etat de l'époque, Hillary Clinton, ce qu'il regrettera beaucoup par la suite, il n'aurait pas donné son feu vert à l'intervention en Libye. *Suite en page 3*

Le décret fixant ses dispositions particulières publié au JO

Les prérogatives du SG de la commune fixées



PH/D. R.

En attendant la révision du code de la commune en adaptation aux nouvelles dispositions de la dernière révision de la Constitution, le décret exécutif du 13 décembre 2016 qui fixe les dispositions particulières applicables au secrétaire général de la commune a été publié au Journal officiel, sachant que les amendements apportés au code communal en 2011 avaient renforcé ses prérogatives en tant qu'animateur de l'administration communale sous l'autorité du P/APC. [Lire page 3](#)

Commerce

Les marchés inexploités seront reconvertis en salles de sport

Page 24

Nouveau feuilleton télévisé

Premier tour de manivelle par Amar Tribèche

Page 13

Plus qu'une fête, une tradition berbère ancestrale

Yennayer 2967 célébré aujourd'hui par les Algériens

■ La célébration de la fête de Yennayer, 1^{er} jour de l'an berbère, coïncidant avec le 12 du mois de janvier de chaque année, a été marquée, cette fois-ci, par le parrainage du Président Bouteflika, outre les festivités intenses organisées en Kabylie comme dans plusieurs autres wilayas du pays. Un signe de volonté et d'espoir pour l'instituer en jour férié, a déclaré, mardi à Tizi Ouzou, le ministre de la Jeunesse et des Sports.

Par Yacine Djadel

Hommages, femmes et enfants, familles, associations culturelles ou particuliers, tous, un peu partout à travers les wilayas du pays, étaient hier à pied d'œuvre pour fêter Yennayer 2967. Coïncidant avec le 12 du mois de janvier de chaque année, la célébration du nouvel an berbère est plus qu'une fête pour les Algériens. C'est une tradition ancestrale et millénaire chargée d'histoire sur leur pays. Pour ce qui est de cette année, la célébration de Yennayer, outre ses festivités intenses organisées en Kabylie comme dans plusieurs autres wilayas du pays, a été marquée par le parrainage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Un signe de volonté et d'espoir pour l'instituer en jour férié, a déclaré, mardi à Tizi Ouzou, le ministre de la Jeunesse et des Sports. A ce propos, lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, El Hadi Ould Ali a précisé que «l'octroi d'une dimension nationale à cet événement à travers sa célébration dans les 48 wilayas du pays et l'implication de plusieurs secteurs tels que la culture, la jeunesse et les sports, le tourisme, la solidarité, ainsi que l'éducation dans la préparation de cette fête n'est qu'un signe de l'engagement de l'Etat algérien à valoriser nos repères identitaires et la culture amazighe en général». C'est dire que cette date importante dans le calendrier berbère commence à prendre une envergure nationale, à l'image de la langue amazighe qui a été récemment officialisée. Vêtus à l'occasion de beaux habits traditionnels, les citoyens, notamment en Kabylie d'où la tradition est originaire, baignent dans l'ambiance des préparatifs liés à la circonstance, où convivialité, joie et une panoplie de riches activités cultu-

relles ne manquent pas d'être au rendez-vous. Comme à l'accoutumée, dans la soirée du 11 janvier de chaque année, les Algériens, chacun à sa manière, ne manquent pas le rendez-vous pour garnir la table de mets traditionnels avec, comme plat essentiel, un couscous à la volaille. C'est l'occasion propice pour certains de se retrouver en famille afin de partager de bons moments. Pour d'autres, Yennayer dépasse aussi son aspect festif et culturel, c'est aussi une manifestation scientifique à caractère social. Comme cela a été constaté dans la wilaya de Bouira.

Lorsque Yennayer se mue en manifestation scientifique

Fêter Yennayer, ce n'est pas uniquement le repas traditionnel ou les expositions habituelles, c'est aussi et surtout d'autres actions scientifiques et de sensibilisation, a expliqué hier un responsable, organisateur des activités dans la wilaya de Bouira. A Tassala, 13 associations dont celle de Thagherma, ont invité un groupe de 13 médecins de la wilaya de Tizi Ouzou à effectuer une opération de dépistage comportant consultations et orientations au profit des villageois. Il faut savoir que le collectif d'associations de Taghzout compte également organiser une série de conférences, dont une consacrée à la sensibilisation sur les dangers du gaz de ville, animée par les services de la Protection civile. Une manière d'attribuer à cette date d'autres significations, hormis ses valeurs originelles. Un événement qui permet également à l'ensemble des Algériens de renouer avec leurs origines, de se rappeler leur identité. Un point important, lorsqu'on sait que l'époque moderne avec ses mutations rapides a



Ph.D. R.

beaucoup bouleversé les us du pays. Il faut savoir, par ailleurs, que Yennayer n'a pas la même portée en signification chez tous les citoyens.

Bref rappel sur la symbolique de Yennayer

Selon certains chercheurs, même si les Algériens célèbrent Yennayer dans la pure tradition, cet événement ne porte pas la même symbolique d'avant. «La volaille, à titre d'exemple, est plus un symbole qu'une simple viande. Elle symbolise le début d'une meilleure nouvelle année. Les œufs également qui garnissent la table de Yennayer symbolisent le bloc terrestre, la

terre nourricière, la terre féconde. Yennayer est célébré partout de la même manière à des nuances près», explique un chercheur et spécialiste du domaine. Les raisons qui poussaient nos ancêtres à le célébrer, selon lui, est que «les Amazighs le célébraient pour se rapprocher de la terre et de ses genêts, les priant de leur offrir ce qu'il y a de meilleur et leur épargner les malheurs. Ils y croyaient. En pratiquant de différents rituels, ils tentaient de s'attirer les bienfaits des esprits invisibles qui, selon eux, commandaient la nature. Les femmes, par exemple, ne portaient pas, au premier jour de Yennayer, de ceinture afin de ne pas devenir stériles», explique-t-il.

Y. D.

Renault Trucks Algérie

Pose de la première pierre de l'unité de production Soprovi

Le Groupe Renault a posé hier la première pierre de l'unité de montage de véhicules industriels de marques Renault et Volvo à Meftah, dans la wilaya de Blida, en présence du président du conseil d'administration de Soprovi, du président de Renault Trucks SAS et du vice-président et directeur financier du Groupe Volvo, du wali de Blida, de l'ambassadeur de France en Algérie ainsi que de l'ambassadrice de Suède en Algérie. Selon le président-directeur général de la SPA Soprovi Algérie, Abdenour Souakri, l'entreprise permettra la création de près de 500 emplois, dont 200 emplois indirects. «Ce projet sera structuré de manière à répondre aux impératifs du marché algérien et à l'environnement concurrentiel», dira M. Souakri, soulignant que les futurs employés seront formés aux technologies du Groupe Volvo. Ces camions seront fabriqués avec un taux d'intégration de 15%, selon M. Souakri, qui

souligne que ce partenariat est financé par la partie algérienne à hauteur de 70% et de 30% par la partie européenne. Ce projet fait partie des quatre contrats signés avec des partenaires algériens pour la création d'usines de montage de camions. Pour le constructeur, le lancement de cette unité vise à développer et renforcer sa présence en Algérie, lui qui est déjà implanté à Oran pour le montage de la Symbol et de la Dacia Logan. «Renault Trucks a une longue histoire en Algérie et le parc roulant de camions européens le plus important. Nos relations avec les acteurs de ce marché est essentiel pour Renault Trucks et le Groupe Volvo», a indiqué Bruno Blin, président de Renault Trucks SAS. La pose de la première pierre de l'usine se fait suite au pacte d'actionnaires pour la création d'une joint-venture avec le groupe BSF Souakri conclu le 25 août à Lyon. «Cet investissement contribuera au



Ph.E. SorayaJ.A.

développement d'un outil industriel compétitif permettant la production et la commercialisation de véhicules Renault Trucks et Volvo Trucks», a encore indiqué le président de Renault. La future usine sera localisée dans la nouvelle zone industrielle de la commune de Oggaz, au nord de la wilaya. L'usine prévoit la produc-

tion de 1 000 camions la première année. L'ambition est d'atteindre 2 000 camions en 2019. Cette joint-venture investira dans les années à venir en capacités industrielles et en formation et contribuera au développement d'un outil industriel compétitif permettant la production et la commercialisation de véhicules

Renault Trucks et Volvo Trucks. L'entrée en vigueur de cet accord s'accompagne d'un transfert de technologie et d'un haut niveau de contenu local. La société, dont le siège se situera à Meftah dans la wilaya de Blida, s'appuiera sur le savoir-faire, l'expérience et la technologie du Groupe Volvo, entre en activité dès ce mois de septembre 2016 tandis que l'unité d'assemblage, dont la capacité pourrait atteindre les 2 000 unités, produira le premier véhicule dans le courant de l'année 2017. Renault Trucks Algérie est une filiale du Groupe Volvo. Elle est la seule filiale d'un constructeur européen de poids lourds présente en Algérie. Par ailleurs, la société BSF est une entreprise familiale fondée par les frères Souakri, spécialisée dans la production de produits rouges destinés au BTP et à la construction.

De Meftah,
Louisa Ait Ramdane

Le décret fixant ses dispositions particulières publié au JO

Les prérogatives du SG de la commune fixées

■ En attendant la révision du code de la commune en adaptation aux nouvelles dispositions de la dernière révision de la Constitution, le décret exécutif du 13 décembre 2016 qui fixe les dispositions particulières applicables au secrétaire général de la commune a été publié au Journal officiel, sachant que les amendements apportés au code communal en 2011 avaient renforcé ses prérogatives en tant qu'animateur de l'administration communale sous l'autorité du P/APC.

Par Nacera Chenafi

Après de huit mois des élections locales (Assemblée de wilaya et Assemblées de communes) qui seront précédées par les échéances législatives, les dispositions particulières applicables au secrétaire général de la commune ont été publiées au Journal officiel. Ce décret est publié au moment où la classe politiques et les P/APC réclament plus de prérogatives, sachant que la commune est appelée à jouer un rôle important dans la fiscalité locale et le développement régional. Le P/APC a toujours vu le SG de la commune avec plus de prérogatives bien qu'il est exercé sous son autorité. Mais la différence est que le P/APC est élu alors que le SG est un fonctionnaire de l'Etat.

Dans ce décret signé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le SG est tenu d'accomplir plusieurs missions. Ainsi, le texte indique que «le SG de la commune est chargé, sous l'autorité du président de l'APC, d'assurer la préparation des réunions de l'APC, d'assurer le suivi de l'exécution des délibérations de l'APC, d'animer et de coordonner le fonctionnement des services administratifs et techniques de la commune». Il est tenu aussi de proposer les nominations dans les postes supérieurs et les emplois spécialisés de la commune, assurer le respect de la



personne, sa famille ou ses biens, dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou du fait de son statut». Ainsi, dans l'article 5 il est mentionné que «lorsqu'un SG de la commune est poursuivi par un tiers pour faute de service, la commune doit le couvrir des condamnations civiles prononcées à son encontre, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions ne lui est pas imputable».

L'article 6 note que «le wali doit être informé par le président de l'APC sur tous les actes pris à l'encontre du SG de la commune et notamment ceux qui concernent : l'annulation de la délégation de signature du président de l'APC, les sanctions disciplinaires de quatrième degré, la suspension de salaire en raison des sanctions disciplinaires ou des poursuites judiciaires ne permettant pas son maintien en fonction». En matière d'obligations, le SG «est tenu d'informer le wali territorialement compétent, par le biais du président de l'APC, de toutes ses activités au sein d'un parti politique ou d'une association». Concernant l'évaluation, le décret exécutif note que «le SG de la commune est soumis à une évaluation périodique par le président de l'APC qui transmet le rapport d'évaluation au wali», précisant que «les critères et les modalités d'évaluation sont fixés par arrêté du ministre chargé des Collectivités territoriales». N. C.

législation et de la réglementation en vigueur en matière de gestion des ressources humaines, de gestion financière et budgétaire et des marchés publics, d'assurer le fonctionnement régulier des services de la commune et le contrôle de leurs activités, de proposer et de prendre toute mesure tendant à l'amélioration du fonctionnement des services de la commune, de tenir le fichier des électeurs et la gestion des opérations électorales, d'assurer le recensement par classe d'âge des citoyens nés dans la commune ou y résidant, dans le cadre de la gestion du fichier du service national.

Il a pour mission également de suivre les affaires conten-

tieuses de la commune, de participer, en tant que membre, au comité communal d'adjudication et de préparer le projet de budget de la commune.

Le SG est tenu également d'assurer, «sous l'autorité du P/APC», l'exécution du budget, le suivi de la gestion, la préservation et l'entretien du patrimoine de la commune.

S'agissant des droits et obligations, il est précisé que «la commune est tenue, dans le cadre de la législation en vigueur, de protéger le SG de la commune contre toutes pressions, menaces, outrages, injures, diffamations ou attaques de quelque nature que ce soit, dont il peut faire l'objet, contre sa



Le syndicat national des magistrats, présidé par Djamel Laidouni, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, réitère son soutien au Président Bouteflika en sa qualité de garant des réformes initiées dans le secteur de la Justice, notamment dans la protection des droits et des libertés des citoyens. Le même syndicat «valorise toutes les actions menées par les instances compétentes, notamment dans le cadre de la révision globale du dispositif législatif, modernisation de la justice, réforme du système de formation des magis-

Le syndicat des magistrats s'insurge et dénonce A quoi joue Ksentini ?

trats, réforme du système carcéral et établissement d'infrastructures judiciaires adéquates au bon fonctionnement du service public ». Dans le même communiqué, le syndicat national des magistrats dénonce « les déclarations ingrates » de Mr Ksentini à propos de « tous les efforts qui ont été déployés dans ce domaine » ajoutant que « ces déclarations ne manquent pas de porter atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire ». Agacé par ses récentes positions rendues publiques, ce qui est d'autant plus étonnant et paradoxal que Ksentini est en charge ; en qualité de président, de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH), le syndicat des magistrats condamne ces agissements avec une extrême vigueur. Le syndicat, outré par ces prises de positions ressemblant à s'y méprendre à l'adage « il vole avec le voleur et pleure

avec le cambriolé» en «crachant dans la soupe» servie par le même Etat qu'il est censé servir, s'insurge et ajoute : «Mr Ksentini à partir de là veut semer la confusion entre les affaires dont il a la charge de défendre ses clients et celles soumises entre les mains des magistrats pour les traiter conformément à la loi». Le syndicat national des magistrats «rappele à Mr Ksentini son refus catégorique de ces déclarations qui portent atteinte au principe qui interdit tout commentaire des jugements et des arrêts autrement que par les voies de recours prévues par la loi».

Le syndicat national des magistrats rappelle une fois encore que selon les dispositions de l'article 166 de la constitution le magistrat est protégé contre toute tentative d'influence ou d'interventions visant à entraver sa mission.

Le syndicat national des magistrats invite Mr Ksentini à respecter le «droit se soumettre à



la loi après la plainte déposée contre lui dans une affaire d'escroquerie et cesser de confondre entre la mission de défense des droits de l'homme qui lui a confié et ses propres affaires. L'allusion est à peine voilée, en référence aux affaires dans lesquelles est concerné ce ténor du barreau censé être aux avant-postes de la défense des droits de l'Homme, à l'image des affaires Tahkout et Commandant Azzedine, se chiffant en milliards. Dans les faits, il s'avère qu'en guise de droits de l'Homme, la seule défense dans laquelle il s'engage, est celle de ses propres intérêts. Excellent

LA QUESTION DU JOUR

La sortie d'un grand président

suite de la page Une

Dans un long entretien qu'il avait eu en mars 2016 avec la revue américaine *The Atlantic*, remarquable en cela qu'il y avait fait preuve d'une grande liberté de parole, il avait fait de ce faux pas son principal échec en matière de politique étrangère. Pour le moins il est exceptionnel que le dirigeant de la plus grande puissance au monde en vienne à voir dans une action militaire à laquelle il a pris sa part plus qu'une erreur, une faute, et un fiasco par-dessus le marché. On n'a entendu ni Nicolas Sarkozy ni David Cameron exprimer le moindre doute à cet égard. Un président américain autre que Barack Obama ne se serait d'ailleurs pas contenté d'intervenir en Libye, il aurait fait de même en Syrie, sans trop se soucier des conséquences sur la paix dans le monde. Il n'aurait pas reculé devant la perspective d'une guerre avec la Russie, dont probablement il aurait eu tendance à sous-estimer la détermination à recouvrer sa place de puissance de premier ordre après l'effondrement de l'Union soviétique. Dans la même interview testamment avec *The Atlantic*, son discours d'adieu avant l'heure, il avait affirmé être fier de ne pas avoir fait respecter les fameuses lignes rouges qu'il avait tracées devant le régime syrien, et dont le franchissement par celui-ci devait l'amener à ordonner une action militaire aux fins de le renverser. On ne voit pas quel autre dirigeant aurait le courage en Occident de tenir ce genre de langage. Barack Obama n'a pas été un grand président américain seulement par ce qu'il a entrepris et réussi, mais également par ce qu'il a eu le courage de ne pas faire, quitte pour cela à passer pour un faible, pour quelqu'un «plein de doute et d'hésitation». Quelqu'un qui au moment de quitter la scène se flatte d'avoir mis fin à la crise du programme nucléaire iranien sans avoir eu pour cela à tirer un seul coup de feu déborde au contraire d'assurance et de confiance en soi. Le premier président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis n'a pas seulement été à la hauteur de sa tâche, il l'a largement dominée. M. H.

dans l'art de nager en eaux troubles, Mr Ksentini se trouve bien placé pour semer le trouble, plutôt tenter seulement, en essayant d'éclabousser par ses déclarations inopportunes, les nobles acquis en cours de réalisation ou déjà constatés dans la dynamique de modernisation imprimée au secteur de la Justice. En fait de droit, Ksentini serait bien inspiré, avant de s'écrier en donneur de leçons, de balayer devant sa propre porte...

Kamel Louafi

Sur les 11 premiers mois 2016

Médicaments : la facture d'importation en hausse

■ La facture d'importation des produits pharmaceutiques a augmenté de plus de 5% au cours des onze premiers mois de 2016 par rapport à la même période de l'année 2015, en dépit de la baisse des quantités importées, a-t-on appris auprès des Douanes.

Par Boualem N.

Ainsi, la valeur des importations de ces produits a grimpé à 1,84 milliard de dollars (md usd) entre début janvier et fin novembre 2016, contre 1,74 md usd à la même période de 2015, soit une augmentation de 5,54%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Par contre, les quantités importées ont reculé de plus de 10,4% en s'établissant à 21 557 tonnes (t) contre 24 064 t. Par catégorie de produits, la facture des médicaments à usage humain s'est chiffrée à 1,73 md usd contre 1,65 md usd (+4,8%), tandis que les quantités importées ont baissé à 19 258 t contre 21 962 t (-12,3%). Pour les médicaments à usage



vétérinaire, la facture a augmenté à 31,32 millions usd contre 27,23 millions usd (+15,05%), alors que les quantités importées ont diminué à 601,6 t contre 635,6 t (-5,35%). Pour les importations des produits parapharmaceutiques (pansements adhésifs, gazes, réactifs...), elles ont augmenté à 73,25 millions usd

(1 697 t) contre 60,22 millions usd (1 466 t), soit une hausse de 21,64% en valeur et de 15,7% en volume. Dans le cadre de la rationalisation des importations des médicaments, un arrêté ministériel publié en décembre 2015 avait fixé la liste des produits pharmaceutiques à usage humain et des matériels médi-

caux fabriqués en Algérie qui sont interdits à l'importation. Il s'agit de 357 médicaments composés de comprimés, crèmes et pommades dermatiques, solutions injectables, suppositoires, pommades ophtalmiques et de sirops. S'y ajoute également une liste de onze matériels médicaux fabriqués localement et qui sont

aussi interdits à l'importation, telles les seringues, compresses et bandes de gaze et le bicarbonate de soude pour dialyse. En 2015, les importations des produits pharmaceutiques avaient atteint 1,96 milliard de dollars (-22% par rapport à 2014) pour un volume global de près de 27.000 tonnes (-15,32%). **B. N./APS**

Benghebrit :

Le Bac 2017 verra une «plus grande» clarification des sujets

Le baccalauréat 2017 verra une «plus grande» clarification des sujets et les élèves seront informés «suffisamment tôt», a indiqué le ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, dans une interview à Arabies. «Cette année, le Bac verra une plus grande clarification au niveau des sujets et des attendus. Une circulaire en rapport est déjà sur le terrain, afin que les élèves puissent être informés suffisamment tôt», a expliqué le ministre, soulignant que les mesures antifraude, prises cette année, sont d'ordre technique, organisationnel, pédagogique et sécuritaire. Dans ce cadre, son département mènera une campagne de sensibilisation en direction des élèves sur les peines encourues en cas de prise en flagrant délit de fraude, particulièrement dans l'usage du téléphone portable ou autre moyen technologique. Les sanctions prévoient, à cet effet, cinq ans d'exclusion de l'examen pour les scolarisés et dix ans pour les non scolarisés, a-t-elle précisé. Cependant, le ministre reconnaît que le risque zéro n'existe pas. «Comme dans toute entreprise mobilisant des milliers de personnes sur le terrain, le risque zéro n'existe pas, même si nous affirmons que toutes les mesures ont été prises pour assurer la

sécurité de l'examen et la confiance des candidats au Bac», a-t-elle expliqué au mensuel du monde arabe et de la francophonie, ajoutant qu'au-delà de ces mesures, l'importance de cet examen recommande de le réformer «complètement». «Au-delà de ces mesures, l'importance de cet examen nous recommande, tant au niveau du contenu des sujets que la préservation de sa valeur pédagogique, en tant qu'examen sanctionnant le cycle secondaire et ouvrant la voie aux études universitaires, qu'au niveau du mode organisationnel, de réformer complètement cet examen», a-t-elle précisé, faisant état d'une feuille de route sur la réforme du Bac à l'échéance 2022. Revenant sur la

fuite des sujets durant les épreuves du Bac 2016, le ministre de l'Education nationale a rappelé que dans l'histoire de l'organisation du Bac, «c'est la seconde fois qu'une fuite de sujets est officiellement reconnue et que l'examen es reprogrammé dans les matières et filières concernées», soulignant que «le scandale aura été de ne pas refaire les épreuves». «Des situations similaires ont été vécues dans d'autres pays sans que cela prenne (une) ampleur sociétale», a-t-elle ajouté, réfutant la thèse du complot contre sa personne. «La coïncidence avec les pressions auxquelles nous avons été soumis peut laisser place à cette interprétation, celle du complot

contre ma personne. Et cela particulièrement quand les forces hostiles s'en sont saisies pour demander mon départ. Mais, à mon sens, cela reste une coïncidence», a-t-elle expliqué. Au sujet des réformes menées dans le secteur, Nouria Benghebrit a réitéré que «tous les efforts consentis visent l'émergence, à travers le profil de formation proposé par l'école algérienne, de son algérianité, doté de compétences lui permettant de réaliser et d'être compétitif sur le marché du travail et ouvert aux langues et aux différentes civilisations». Evoquant les problèmes socio-professionnels des enseignants et travailleurs du secteur de l'éducation, le ministre a indiqué que

le suivi et l'accompagnement à l'échelle des wilayas, par les presque totalité des partenaires sociaux, de la Charte d'éthique du secteur de l'éducation. Affirmant que le recours à la grève, comme quasiment unique moyen de revendication, est «désastreux et contreproductif pour l'ensemble des acteurs», le ministre de l'Education nationale a estimé que le droit de grève, dans les secteurs stratégiques, «ne peut être traité selon les règles générales établies en la matière, et des consensus peuvent se construire pour des secteurs sensibles et stratégiques comme l'éducation». Par ailleurs, elle annoncé, sans donner de détail, le lancement, dès le mois de janvier 2017, d'une stratégie nationale de remédiation pédagogique, ajoutant que les enseignants, de tous les paliers scolaires, peuvent organiser, en fin d'année, des examens de rattrapage au profit de tous les élèves ayant obtenu une moyenne annuelle entre 9 et 9,99, afin de réduire les taux de déperdition. **Anis F.** **Ali Gh.**

Chutes de neige

Plusieurs routes coupées dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Plusieurs axes routiers restent coupés à la circulation dans la wilaya de Tizi-Ouzou suite aux chutes de neige enregistrées au cours des dernières 24 heures, a indiqué hier la Protection civile. Ainsi, le trafic routier reste très difficile sur le chemin de wilaya (CW) 253 au niveau du col Chelata (commune d'Ifferhounene), le CW 251 au niveau du col Cheria (commune de Bouzeguene) et le CW 09 au lieudit col Chelata (commune d'Illoula). La cir-

culation reste également coupée au niveau de la route nationale (RN) 30 à Tizi N'kouillel (commune d'Iboudrarène), ainsi qu'au niveau de la route menant de Bouhouh vers la wilaya de Bouira au lieudit Helouane (commune de Boghni). La Protection civile assure que les opérations de déneigement sont en cours pour rétablir la circulation sur ces axes routiers.

Anis F.

Ali Gh.

À l'instar de celles des pays exportateurs de pétrole de la région Mena

La BM table sur un ralentissement de la croissance de l'économie algérienne

■ La croissance du PIB devrait s'afficher en baisse à 2,9% en 2017, à 2,6% en 2018 et à 2,8% en 2019

Par Salem K.

La Banque mondiale (BM) a revu à la hausse les prévisions de croissance de l'Algérie pour 2015 et 2016, mais en anticipant un ralentissement de la progression du PIB pour 2017 en raison de la baisse des cours du pétrole. Dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales publié mardi à Washington, la BM a relevé d'un point le taux de croissance de l'économie algérienne en 2015 à 3,9% contre 2,9% projeté en juin dernier. Pour 2016, l'économie algérienne s'en est bien sortie en maintenant une croissance soutenue malgré la baisse des cours du pétrole qui a réduit ses recettes à l'exportation. Selon les pronostics ajustés de la BM, la croissance du PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2016 contre 3,4% prévu en juin dernier, soit 0,2 point de plus, une progression qui reste soutenue grâce à l'entrée en production de plusieurs projets gaziers et la solidité de l'activité hors hydrocarbures. A court terme, la BM table sur un ralentissement de la croissance de l'économie algérienne à l'instar de celles des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena). La croissance du PIB devrait s'afficher en baisse à 2,9% en 2017, à 2,6% en 2018 et à 2,8% en 2019, selon les mêmes projections. L'institution de Bretton Woods attribue ce ralentissement à «la réduction des dépenses dans les travaux publics et au report de la mise en œuvre de la réforme fiscale et des subventions», malgré «les pressions budgétaires aigües». Pour autant, la BM qui a souligné la nécessité de mener ces réformes au regard de leur impact positif sur les finances des pays de la région Mena, a explicitement reconnu les difficultés de mettre en œuvre de telles mesures. Le constat de la BM sur la région Mena a appuyé la position de l'Algérie qui a maintenu sa politique sociale malgré la baisse des cours du brut qui a largement pesé sur les recettes de l'Etat. Le ministère des Finances algérien a réitéré à maintes reprises qu'il n'allait pas



renoncer à cette politique tant qu'il n'a pas mis en place un système de subvention efficace en mesure de protéger les plus vulnérables. «Dans toute la région Mena, les profondes réformes à l'horizon pourraient déclencher le mécontentement parmi les populations qui dépendent du soutien du gouvernement pour certains produits et services», relève la BM dans son rapport. Et d'affirmer que ces réformes pourraient avoir «de possibles retombées négatives sur la confiance, l'investissement étranger et la croissance», d'où

la nécessité de les appliquer progressivement. La BM cite le cas de l'Egypte où les autorités sont «réticentes» à poursuivre la mise en œuvre de la réforme de subvention des carburants en raison «du risque politique» qui peut y résulter. Elle constate que «la réponse sociale à la réforme des subventions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours de ces dernières années était mitigée». «Dans certains pays, le processus a été marqué par des protestations vigoureuses. Dans d'autres, les mesures de compensation (de la suppression

des subventions) comme les transferts sociaux ciblés ont été accueillis dans le calme». La BM explique, dans le chapitre du rapport consacré à la région Mena, que plusieurs mesures pourraient soutenir l'investissement dans cette région qui a été secouée par la baisse des cours du pétrole et l'instabilité politique. Elle précise que la réduction des subventions opérée depuis 2014 par plusieurs pays de la région représente une opportunité pour augmenter l'investissement public dans les infrastructures, la santé et l'édu-

cation. La BM recommande, à cet effet, de réduire les dépenses salariales élevées du secteur public qui devraient être affectées, selon elle, à l'investissement et à l'amélioration de la gouvernance. L'investissement dans les infrastructures contribue fortement à la création d'emplois, ajoute la BM, citant en cela une étude réalisée sur les pays importateurs de pétrole de la région qui a fait ressortir qu'un milliard de dollars investi dans les infrastructures pourrait créer 110 000 emplois.

S. K./APS

Pour valoriser les ressources de chaque région de Boumerdès

Création de zones d'activités spécialisées

La wilaya de Boumerdès œuvre en vue de la création de zones d'activités spécialisées, aux fins de valoriser les ressources propres à chacune de ses régions, a assuré, mardi, le wali. Cet objectif «est à la portée des services de la wilaya, au vu des ressources disponibles, non exploitées à ce jour, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, et de l'artisanat», a déclaré Abderrahmane Madani Feouatih, en marge d'une visite d'inspection d'un nombre

de projets de développement à Dellys, à 86 km à l'est de Boumerdès. Il a fait part, à ce titre, d'une première expérience du genre déjà concrétisée dans la wilaya, à travers la création d'une zone d'activités spécialisée dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture, à Zemmouri El Bahri, où des investisseurs sont, actuellement, en cours d'installation. Au registre de la construction des mosquées, le wali a indiqué, lors de son inspection des travaux de restauration de la vieille mos-

quée El Islah du centre-ville, que l'Etat ne soutiendra (financièrement) désormais que «les mosquées dont l'état d'avancement est estimé à plus de 70%». Il a ajouté que l'Administration «n'a aucun problème» à propos de la construction de mosquées, car les «ressources et les donateurs existent toujours», mais «il faut parachever totalement leur réalisation», a-t-il insisté, tout en tenant compte «du nombre d'habitants dans leur périmètre, ainsi que de la qualité de leur réalisa-

tion». Le wali a entamé sa visite à Dellys par sa zone d'activités, où il inspecté une unité d'abattage avicole, entrée en exploitation en 2016, avec une capacité d'abattage de 1 500 têtes de poulet et de dinde/heure, ainsi qu'une capacité de conservation de près de 1 000 m³. A la nouvelle ville de Dellys, le wali s'est rendu sur le chantier de réalisation de 500 logements publics locatifs, attendus à la distribution avant fin 2017, en plus d'une clinique. Il a également visité le site du projet d'une jetée au port de Dellys, enregistrant un retard considérable. Sur place, il a instruit l'entreprise réalisatrice de la nécessité de procéder «à la levée des contraintes entravant la concrétisation du projet». A l'hôpital de Dellys, il a effectué une tournée au chantier des projets de l'unité d'hémodialyse, d'un laboratoire d'analyses et de réaménagement du bloc des urgences, avant d'effectuer une visite au marché couvert de la ville, achevé dernièrement.

Hania G.

Tiaret

L'usine de montage de véhicules «Saipa» entre en production en mars

L'usine de montage de véhicules de marque iranienne «Saipa», qui sera concrétisée au niveau de la zone d'activités de la ville de Frenda (Tiaret), entrera en phase de production en mars prochain, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya. Inscrite dans le cadre du partenariat entre le groupe Tahkout «Cima Motors» et la société iranienne «Saipa», cette usine est domiciliée au site de l'ancienne usine de fabrication de chaus-

sures dans la zone d'activités de Frenda. Ce projet d'investissement offrira, une fois entré dans la phase de production, des centaines de postes d'emploi permanents aux jeunes de la région. La wilaya de Tiaret compte deux autres usines de montage de véhicules de marques «Hyundai» et «Mercedes Benz». Par ailleurs, la même source a annoncé le lancement de 30 projets d'investissement privés dans la zone d'activités de Frenda, répartis

sur les secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) et l'industrie alimentaire. Ces projets, dont les promoteurs détiennent des contrats de concession délivrés par le Comité de localisation, de promotion de l'investissement et de régulation foncière (Calpiref), accusent un retard de plusieurs années. La zone d'activités de Frenda recense un total de 46 projets d'investissement, dont 30 lancés.

Lyès D.

Béjaïa

15 millions de litres d'huile d'olive attendus

■ *Quelque 15 millions de litres d'huile d'olive sont attendus à Béjaïa au terme de la campagne oléicole en cours, soit une baisse de plus de six millions de litres comparativement à la campagne 2015/2016 où la production était de plus de 21 millions de litres, selon un bilan prévisionnel de la direction des services agricoles.*

Par Lamia C.



Cette prévision a été établie sur la base des rendements enregistrés jusqu'à ce mardi, matérialisés par une cueillette de 250 000 quintaux d'olive et 5 millions de litres d'huile, soit 19 litres par quintal, ont précisé les mêmes sources qui restent cependant prudentes du fait que ces rendements aient atteint au bout du traitement de plus de la moitié du verger qui représente dans sa totalité une superficie en rapport de quelque 51 000 hectares.

Toute la partie orientale, se situant sur l'axe Béjaïa-Kherrata, a achevé sa campagne. Il ne reste plus que la partie ouest, notamment la vallée de la Soummam, à demeurer en production, et qui généralement,

influe grandement sur la réussite ou l'échec de la saison. L'espoir reste permis pour au moins atteindre les niveaux attendus, a-t-on souligné.

Cette réduction, constatable de visu du reste, a d'ores et déjà déteint sur les prix de l'huile qui se négocient désormais entre 750 et 800 dinars le litre, contre 600 et 700 dinars pour le cru 2016, a-t-on relevé.

Cette décreu considérable tient essentiellement au facteur saisonnier de l'olivier, qui, fréquemment, alterne une bonne saison à une mauvaise, et qui, pour cette année, n'a pas dérogé à la règle. Mais ce n'est pas tout. «Le verger a souffert de plusieurs facteurs restrictifs, notamment le manque de pluviométrie et le sirocco qui ont influé sur la floraison», a déploré le DSA.

Laib Makhlouf n'a pas manqué, par ailleurs, de mettre à l'index le comportement de certains producteurs qui recourent toujours à l'usage de la gaulle, nuisible pour l'arbre, ou d'autres qui font fi de l'intérêt de la réalisation de cuvettes dans les vergers.

L. C./APS

Mascara

Une production de 1,8 million de qx de pomme de terre prévue

Une production de 1,8 million de quintaux de pomme de terre hors saison, dont la cueillette a été lancée à la mi-décembre dernier, est prévue dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris mardi du chef du service régulation et production à la Direction des services agricoles (DSA).

Ghali Boulenouar a indiqué que cette quantité sera réalisée sur une superficie de 6 000 hectares, soit un rendement moyen de

300 qx/ha. Il a été procédé jusqu'à la semaine dernière à la cueillette de 850 000 qx de ce tubercule sur la moitié de la superficie globale cultivée.

Par ailleurs, les chambres froides de la wilaya ont été vidées du stock de pomme de terre produite la saison écoulée, versé au marché pour assurer un équilibre du prix de ce produit à forte consommation par toutes les couches de la société, a-t-on fait savoir.

La DSA a eu recours, en collaboration avec des agriculteurs de la wilaya, au stockage de 94 000 qx de pomme de terre dans des chambres de froid dont 11 000 qx de stock de sécurité nécessaire en cas de besoin.

Les producteurs de pomme de terre de la wilaya ont bénéficié d'un soutien à hauteur de 20% du prix des engrais.

R. R.

Annaba

Recul sensible des vols de voitures

Un recul sensible des vols de véhicules a été observé durant l'année 2016 à Annaba qui a connu 21 cas de vol contre 60 en 2015, a révélé mardi un bilan de la Sûreté de wilaya.

Ce recul constitue «un bond qualitatif» en matière d'efficacité

de la stratégie sécuritaire dans la wilaya qui a connu durant la même période «une légère progression» en termes de traitement des affaires de criminalité urbaine, selon la même source.

Sur un total de 6 768 affaires de criminalité urbaine enregist-

rées en 2016, 5 541 ont été traitées, soit un taux de 81% contre 80% durant l'année 2015, selon le bilan qui fait état de 87 affaires de cybercriminalité dont 84% traitées ainsi que de 11 affaires d'homicide. Il a été également fait état de l'installation de 429

caméras de surveillance et de prévention de la criminalité à travers la wilaya et de l'engagement par le service des moyens techniques de la Sûreté de wilaya d'initiatives techniques innovantes dans le cadre de la police de proximité.

Kheïl N.

Souk Ahras

La consommation journalière en eau potable atteindra 155 litres par habitant

La consommation journalière en eau potable, dans la wilaya de Souk Ahras, passera de 111 à 155 litres par habitant en 2018, à la faveur de la réception de plusieurs infrastructures hydrauliques, actuellement en cours de réalisation, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que le parachèvement des travaux du projet du barrage d'Oued Melag, d'une capacité de 150 m³, permettra essentiellement d'alimenter le complexe de transformation du phosphate dans la commune d'Oued El Keberit, ajoutant que cet ouvrage alimentera également en eau potable les habitants et les périmètres agricoles des communes frontalières de la wilaya de Souk Ahras, ainsi que certaines communes de la wilaya de Tébessa, notamment El Aouinet et Ouenna. De même, la réception du barrage d'Oued Djedra, lancé en chantier en 2012 qui totalise actuellement un taux de 70% d'avan-

cement de travaux pour une capacité de stockage de 35 millions de m³, devra amplement contribuer à l'augmentation du taux de l'approvisionnement des habitants de la wilaya en cette denrée vitale, a-t-on noté. Les services de la wilaya ont aussi fait savoir que les travaux de réalisation du barrage d'Oued Iaghnef dans la commune frontalière de Lakhdadra, d'une capacité de 37 millions m³, seront prochainement lancés, soulignant que cette infrastructure est destinée à alimenter les habitants des communes de Ouled Moumen, Lahdada, Lakhdara et Sidi Fradj. Il est à noter que deux infrastructures hydrauliques ont déjà été livrées dans la wilaya de Souk Ahras. Il s'agit du barrage d'Aïn Dalia, qui alimente en eau potable les villes de Souk Ahras, Tébessa et Oum El Bouaghi, et celui de d'Oued Echaref, d'une capacité de 150 millions m³, destiné à irriguer les périmètres agricoles de Sedrata. La

réception des trois nouvelles infrastructures hydrauliques consolidera les efforts déployés en matière de renforcement de l'approvisionnement en eau potable et augmentera à cinq le nombre des barrages dans la wilaya, a signalé le directeur local des ressources en eau, Saïd Ramoul, affirmant que ces projets permettront d'éliminer le problème de dotation en AEP à Souk Ahras. En outre, ce responsable a annoncé qu'en plus du lancement prochain d'un projet de l'alimentation en AEP de 50 mechtas, des opérations d'assainissement seront également programmées. Une enveloppe financière de l'ordre de 750 millions DA a été mobilisée afin d'assurer la réalisation de ce programme de rattrapage inscrit en 2015 au profit de la wilaya de Souk Ahras, dont un montant de 300 millions a été réservé pour la concrétisation du projet de la protection de la région de Sedrata des inondations.

Fatah G.

Tindouf L'embellissement urbain en voie d'achèvement

LES TRAVAUX d'embellissement urbain en cours de réalisation dans plusieurs quartiers de la wilaya de Tindouf ont atteint un taux d'avancement de plus de 70%, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des équipements publics. Visant notamment le ravalement des façades des bâtisses et immeubles, ces opérations s'inscrivent au titre d'un programme de 800 aides, dont la commune du chef-lieu de wilaya s'est taillée la part du lion avec 600 aides, et les 200 autres accordées à celle d'Oum-Laâssel, a précisé la même source. Favorablement accueillis par la population locale, ces travaux, à réceptionner avant la fin du premier semestre en cours, portent, dans une première phase, sur le ravalement des façades dans les quartiers Moussani, El-Kassabi, Ramadine, et les cités 148 logements et 179 logements, avant d'être élargie aux quartiers restants de la commune de Tindouf. Ils ciblent aussi l'ensemble des quartiers de la ville d'Oum-Laâssel. Cette opération a permis d'améliorer l'image de la ville, en dépit de certaines contraintes liées à l'entassement des décombres et résidus des matériaux des travaux de construction, selon la même source.

L. O.

Le blocage persiste

Le Maroc peine à former un gouvernement de coalition

■ Le Premier ministre marocain, Abdelilah Benkirane, ne parvient toujours pas à former un gouvernement, trois mois après les élections législatives, une situation de blocage qui semble appelée à se poursuivre notamment après sa décision d'arrêter les négociations en vue de former un exécutif de coalition.

Par Lyès D.

M. Benkirane, qui tente depuis trois mois de former une nouvelle équipe de coalition, a annoncé vendredi que le prochain exécutif serait constitué des quatre mêmes partis ayant formé sa coalition sortante, après leur avoir fait des propositions dans ce sens.

Dans un communiqué surprise publié dimanche soir, il a déclaré refuser de continuer de négocier avec deux de ces formations, le RNI (Rassemblement national des indépendants) et le MP (Mouvement populaire).

«*Etant donné que toute question attend une réponse, qu'Aziz Akhannouch (président du RNI) devait me donner une réponse sous 48 heures (...), et que celui-ci a préféré le faire via un plan de communication établi avec d'autres partis auxquels je n'ai posé aucune question, j'en conclus qu'il n'est pas en mesure de me répondre et qu'il n'y a pas lieu de poursuivre les négociations avec lui*», a déclaré M. Benkirane.

«*Il en est de même avec Mohand Laenser du Mouvement populaire*», a-t-il ajouté dans son bref communiqué.

Libye
Des membres du Comité de dialogue politique se réunissent à Ghadamès

UNE RENCONTRE consultative entre des membres du Comité de dialogue politique libyen s'est tenue hier à Ghadamès, ouest de la Libye, sans la présence de parties étrangères, a rapporté mardi l'agence de presse libyenne Lana. «*Les membres du comité de dialogue politique libyen sont d'accord pour la tenue demain (mercredi) à Ghadamès d'une rencontre consultative inclusive*», a déclaré Nouri al-Abbar, membre du comité, cité par Lana. «*La rencontre, qui se tiendra sans aucune partie étrangère, abordera les difficultés auxquelles font face les parties libyennes dans l'exécution de l'accord politique signé le 17 décembre 2015, ainsi que les moyens de les surmonter*», a-t-il expliqué. M. al-Abbar a réaffirmé «*la détermination des membres du comité à trouver une issue à la crise (libyenne) quels que soient les défis*». La ville libyenne de Ghadamès avait accueilli en 2014 les premiers tours de dialogue politique libyen avant le déplacement de ces assises à l'extérieur du pays. **Nabil H.**

Ces deux partis s'étaient dits disposés à poursuivre les consultations, mais à la condition qu'ils soient associés à deux autres formations, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et l'Union constitutionnelle (UC), afin de «*parvenir à la formation d'une majorité gouvernementale harmonieuse et solide*».

Or le Premier ministre ne veut pas de l'USFP et de l'UC dans sa future majorité.

Après la victoire du Parti justice et développement aux législatives du 7 octobre, M. Benkirane (secrétaire général du PJD) avait été reconduit le 10 octobre dernier par le roi Mohammed VI à la tête du gouvernement de coalition qu'il dirige depuis cinq ans.

Sitôt de retour à son poste, Abdelilah Benkirane avait alors multiplié les rencontres avec les autres chefs de partis pour former une coalition, sans pour autant parvenir à atteindre les 198 sièges minimum à même de lui assurer un vote de confiance au Parlement.

Les négociations ont buté pendant près de trois mois autour de la participation du parti de l'Istiqlal (le parti historique de l'indépendance), allié de M. Benkirane, à la future majorité. Plusieurs formations, dont le RNI et son président, Aziz Akhannouch, s'opposaient à cette participation.

Un déblocage s'est fait sentir fin décembre après des déclara-

tions polémiques du chef de l'Istiqlal, qui ont eu pour conséquence sa mise à l'écart de fait de la future majorité.

De nouvelles élections, une éventualité peu probable

Arbitre au-dessus des partis, le roi pourrait donc être obligé de descendre dans l'arène et intervenir pour débloquer la situation.

La première éventualité – peu probable – selon des observateurs, serait le recours à de nouvelles élections. La nomination d'un nouveau Premier ministre est possible, «*mais serait source de tensions politiques avec le PJD*», grand gagnant aux dernières législatives, selon des médias locaux. «*Une autre éventualité est une nouvelle intervention du roi pour demander la reprise des négociations, toujours sous la direction de Benkirane*».

Un CV Conseil des ministres du gouvernement sortant, présidé par le roi, et qui devait avoir lieu lundi, a été reporté sans explication officielle. Il pourrait se tenir finalement mardi, selon toujours la presse locale.

Les répercussions d'un blocage institutionnel

L'arrêt des consultations pour la formation d'une majorité gou-



Ph: DF

vernementale plonge le pays dans un vide institutionnel, les deux chambres du Parlement n'étant pas encore constituées.

Le projet de loi de finances 2017, déposé le 6 octobre 2016, n'a pas été depuis voté par les deux Chambres du Parlement, faute d'un consensus pour la formation d'une majorité gouvernementale et la désignation des groupes parlementaires.

La Chambre des conseillers, restructurée suite aux élections régionales et locales du 4 septembre 2015, est également à l'arrêt faute d'interlocuteurs et de

«*matière première*», à savoir les projets de textes de loi où le travail des commissions nécessitant la présence des ministres.

Ce n'est pas la première fois que le Maroc se trouve sans gouvernement pendant plusieurs semaines. Le gouvernement d'Abderrahman Youssoufi, issu des élections législatives de fin novembre 1997, n'a été installé qu'à la mi-mars 1998. Le premier gouvernement Benkirane, n'a été dévoilé que le 3 janvier 2012 alors que les résultats des élections avaient été annoncés le 25 novembre 2011.

Visite de travail

Le président de la RASD Brahim Ghali en Zambie

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a entamé une visite de travail en Zambie, rapporte l'agence de presse sahraouie SPS mardi.

Le chef de l'Etat sahraoui a été accueilli lundi à l'aéroport international de Kenneth Kaunda par le ministre zambien des Affaires étrangères, Harry Kalaba, et des membres du gouvernement, selon la même source. Le président sahraoui est accompagné du ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, du ministre de la Coopération, Boulahi Sid, du Secrétaire d'Etat à la sécurité et la documentation, Brahim Mohamed Mahmoud, de la SG de l'Union nationale des femmes sahraouies, Fatma Elmehdi, du vice-président du PAP, M^{me} Soueïlma Beïrouk et Abdati Breika, conseiller à la Présidence sahraouie. Le président zambien, Edgar Lungu, a offert lundi un dîner en l'honneur du président sahraoui Brahim Ghali et la délégation qui l'accompagne. Le déplacement du président sahraoui en Zambie a été précédé par une visite de travail de trois jours qu'il a effectuée en Afrique

du Sud à l'invitation de son homologue sud-africain, Jacob Zuma.

Violation des droits des enfants sahraouis par les autorités marocaines : Adala UK dénonce

L'organisation britannique de défense des droits de l'Homme au Sahara occidental a dénoncé lundi la violation des droits des enfants sahraouis par le Maroc dans sa «*campagne de punition collective*» visant à intimider les jeunes générations du peuple sahraoui. L'ONG a affirmé dans un communiqué que pendant les trois derniers mois de l'année 2016 qui vient de s'écouler, 24 mineurs sahraouis ont été «*détenus, maltraités et torturés*» par les forces marocaines dans sa politique recherchant à arrêter toute résistance à son occupation du Sahara occidental. Plusieurs exemples ont été rapportés par l'organisation britannique qui cite des témoins oculaires, et ceux de victimes mêmes, dont la majorité ont été «*arrachés violemment*» à leur famille par des forces armées,

pendant la nuit ou très tôt le matin, causant «*traumatisme et panique*» également à leurs proches. Elle souligne que le 20 novembre dernier, la police marocaine a arrêté trois mineurs, Jamal Salami, Hajoub El Mojahid et El Bashir Babait, à El Aâyoune, les a «*interrogés et maltraités*» avant de prévoir de les présenter devant un tribunal le 25 janvier. Un autre mineur, Ibrahim Mayara, détenu «*arbitrairement*» le 26 novembre, est appelé à comparaître devant un tribunal à la fin janvier 2017. Le 8 décembre dernier, un juge a accordé la liberté conditionnelle à Aziz Afrido, âgé de 15 ans, détenu pour avoir pris part à une manifestation pacifique. Aziz a été interrogé pendant 72 heures et déclaré à Adala UK avoir été «*brutalisés*» pendant sa garde à vue. Hassan Atam, 15 ans également, a été lui aussi arrêté le 30 décembre à 6h du matin, «*accusé d'avoir participé à une manifestation et jeté des pierres sur les voitures de police, alors qu'il ne se trouvait même pas dans la région au moment des faits*», selon les témoignages de sa famille. Les détenus sont «*souvent torturés*», sans être informés de la raison de leur arrestation.

Ils ignorent ou ils sont emmenés et leurs parents ne sont généralement pas autorisés à les accompagner ni à assister à leurs interrogatoires. Adala UK dénonce également le fait que les détenus sahraouis mineurs sont souvent «*contraints de signer des aveux écrits en français ou une autre langue qu'ils ne parlent pas*». Elle affirme que depuis la deuxième Intifada en 2005, des centaines d'enfants sahraouis ont été arrêtés, privés de la protection garantie par les traités internationaux des droits de l'homme, signés pourtant par le Maroc. L'ONG relève que les arrestations des jeunes sahraouis «*fait partie d'une campagne de punition collective visant à intimider toute une génération pour la contraindre à cesser toute résistance à l'occupation marocaine*». «*L'autre objectif est de les recruter comme informateurs*», a-t-elle mis en garde.

Dans un précédent rapport adressé à la 28^e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU le 26 mai 2016, Adala UK avait relevé que 360 cas d'enfants sahraouis avaient subi des maltraitements de la part des autorités marocaines.

Renault Algérie Production

La Clio 4 de Renault sera assemblée à Oran en 2017

Page animée par Ali Zidane

Finalement, le voile a été levé sur le troisième modèle qui sera assemblé cette année 2017 à Oued Tillet dans le site industriel de Renault Algérie Production (RAP) ; il s'agit de la citadine Renault Clio 4. Un modèle très apprécié par les automobilistes algériens, mais aussi qui se vend bien au niveau de plusieurs marchés dans le monde. Une déclara-

tion faite non par le directeur général de Renault Algérie Production ou d'une source du Groupe Renault Algérie mais par le ministre de l'Industrie et des Mines,

Abdesslam Bouchouareb, lors d'une de ses sorties d'inspection sur terrain. Cette annonce vient en réalité conforter les déclarations faites par les responsables de Renault Algérie lors de la tenue du Salon de l'automobile d'Oran (auto-

west). L'assemblage de la Clio 4 intervient après celui de la Dacia Sandero Stepway en septembre 2016 et la Renault Symbol. Il faut aussi noter que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de l'inauguration de la dernière Foire de la production nationale, a exhorté Renault Algérie d'assembler de nouveaux modèles afin de proposer plus de choix à la clientèle algérienne.



Algerian Motors Services Mercedes-Benz

Début de la distribution, la vente, le SAV des modèles Mercedes



Algerian Motors Services Mercedes-Benz Spa («AMS-MB») annonce avoir obtenu les autorisations nécessaires pour démarrer ses opérations. Créée entre l'EPIC Etablissement de développement de l'industrie de véhicules relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire, l'EPE Entreprise nationale de véhicules industriels relevant du ministère de l'Industrie et des Mines et la société émiratie Aabar Investments PJS, la société a pour mission d'assurer la distribution, la vente, le service après-

vente et la maintenance de véhicules automobiles et moteurs de marque «Mercedes-Benz» (camions, bus, vans & 4X4 Class-G) produits en Algérie par les sociétés communes de production SAPPL-MB, SAFAV-MB et SAFMMA. Avant la création d'AMS-MB, les trois sociétés communes de production assureraient elles-mêmes la vente et le service après-vente à leurs clients depuis les centres de service en usine. La création d'AMS-MB vise à améliorer la satisfaction client grâce à une organisation commerciale intégrée pour

tous les produits de marque «Mercedes-Benz», destinés aux secteurs public et privé, et le développement à l'horizon 2020 d'une présence nationale à travers la mise en place d'un centre d'excellence, d'une académie et d'un réseau commercial aux standards Mercedes-Benz. Elle a aussi des ambitions à l'échelle internationale où il est question de faire de l'Algérie une plateforme de distribution vers l'Afrique, de solutions globales orientées pour le transport de marchandises et de personnes. A noter que l'activité de distribution s'inscrit dans le prolongement des premiers axes de développement du partenariat industriel, commercial et technologique entre des entités publiques économiques algériennes relevant du ministère de la Défense nationale et le ministère de l'Industrie et des Mines, la société émiratie Aabar Investment PJS et Daimler AG. Une coopération qui a démarré avec la création, en juillet 2012, de trois sociétés communes de production :

SAPPL-MB : la Société algérienne pour la production de poids lourds de marque Mercedes-Benz Spa ayant pour objet la production de camions et bus avec une capacité annuelle de 15 000 camions et 1 500 bus de marque «Mercedes-Benz» à Rouiba, Alger.

SAFAV-MB : la Société algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz Spa ayant pour objet la fabrication de véhicules utili-

taires avec une capacité annuelle de 2 000 véhicules 4X4 Class-G et 6 000 vans de marque «Mercedes-Benz» à Ain Bouchekif, Tiaret.

SAFMMA : la Société algérienne pour la fabrication de moteurs de marques allemandes

Spa ayant pour objet la fabrication de moteurs de marques allemandes, avec entre autres, une capacité annuelle de 16 500 moteurs de marque «Mercedes-Benz» à Oued Hamimine, Constantine.

Renault Trucks

Pose de la première pierre de l'usine de montage de camions à Meftah



Renault Trucks compte lancer son unité de montage de véhicules à Meftah, dans la wilaya de Blida. Le coup de starter des travaux de réalisation de son unité de montage devait être donné hier 11 janvier 2017, en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, du wali de Blida, Abdelkader Bouazghi, du président de Renault trucks SAS et du senior vice-président du Groupe Volvo group. L'unité

devrait produire des véhicules industriels de marque Renault et Volvo avec une capacité de 2 000 unités/an.

Il est utile de préciser que le pacte d'actionnaires pour la création d'une joint-venture entre Renault Trucks et le groupe BSF Soukri a été signé le 25 août à Lyon. Cette entreprise commune qui pose les bases d'un partenariat stratégique, investira dans les années à venir en capacités industrielles et en formation.

Service après-vente

Portes ouvertes sur la carrosserie chez Renault

Renault Algérie organise ses premières journées portes ouvertes dédiées à la carrosserie dans ses ateliers, tout au long du mois de décembre 2016. Du samedi au jeudi et jusqu'au 31 décembre, les propriétaires des véhicules Renault et Dacia ont pu découvrir l'expertise et le savoir-faire qu'on retrouve dans l'ensemble des ateliers carrosserie et carrosserie rapide du réseau Renault en Algérie. Ils ont également la possibilité d'être pris en charge immédiatement et sans rendez-vous pour toute réparation de carrosserie et de se voir offrir des produits Renault

dès la finalisation des travaux, sur leur véhicule. En outre, une tombola est organisée durant toute la période de l'opération à l'issue de laquelle seront décernés de nombreux cadeaux aux couleurs de la marque au losange. En effectuant la réparation de leurs véhicules au sein des Ateliers Carrosserie Renault, les clients profitent de l'ensemble des gages de qualité du leader de l'automobile en Algérie depuis 10 ans, en bénéficiant notamment : du 1^{er} réseau d'experts en carrosserie, de la pièce de rechange d'origine ainsi que de la garantie d'une année de la

pièce et de la main-d'œuvre.

Les ateliers carrosserie du réseau national de la marque au losange garantissent un service aux normes internationales de qualité du Groupe Renault et ses experts carrosserie sont formés aux plus hauts standards de la marque, au sein de Renault Algérie Académie, le 1^{er} centre de formation aux métiers de l'automobile agréé par l'Etat. Ainsi, selon une enquête effectuée mensuellement par un institut indépendant, 9 clients sur 10 sont satisfaits de la qualité de service Renault et recommandent Renault et Dacia.

Kia Motors

Une hausse de 3.2% de ses ventes mondiales en 2016



KIA MOTORS Corporation a annoncé, aujourd'hui, ses chiffres de ventes mondiales de 2016 concernant les véhicules touristiques (à l'exportation, en vente locale et outre-mer), les véhicules particuliers, utilitaires et SUV,

enregistrant un total de 3 007 976 unités vendues. Ce chiffre représente une hausse de 3,2% par rapport à l'année 2015. En 2016, Kia a enregistré une augmentation de 13,1% (436 006 unités vendues) en Europe occidentale, en Chine, en Amérique du Nord et en Corée, de 4,4% (663 070 unités vendues), de 3,7% (719 268 unités vendues) et de 1,4% (535 000 unités vendues), respectivement. Pour le mois de décembre 2016, les ventes mondiales de véhicules Kia ont reculé de 3,3%. Les ventes en Europe de l'Ouest, Marchés généraux et en Amérique du Nord ont augmenté respectivement de 11,2% (29 336 unités vendues), de 5,0% (38 009 unités vendues) et de 1,2% (58 555 unités vendues) en décembre. Le modèle le plus vendu de Kia à l'exportation durant 2016 était le SUV compact de Sportage avec 515 067 unités vendues. La Rio segment B (connu sous le nom de «K2» en Chine) a été le deuxième best-seller avec 445 404 unités livrées.

«Mardi noir» en Afghanistan

56 morts dont 5 Emiratis

■ Cinq responsables émiratis figurent parmi les 56 personnes tuées dans une série d'attentats qui ont secoué mardi trois villes afghanes dont Kaboul et Kandahar, signe que les talibans ne comptent pas baisser les armes cet hiver.

Les cinq Emiratis ont péri lorsque des explosifs cachés dans des canapés de la résidence du gouverneur de Kandahar ont détonné, au moment où ce dernier recevait une délégation comprenant l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Afghanistan, Juma Mohammed Abdullah Al Kaabi. Le gouverneur et l'ambassadeur ont été blessés par cet attentat qui a fait 13 morts, selon le chef de la police de la province.

Les talibans ont démenti être impliqués dans cette attaque.

Mais à la demande du Président Ashraf Ghani une enquête va être diligentée et le puissant Conseiller national à la

sécurité, Mohammad Anif Atmar, s'est en personne rendu à Kandahar dès hier, a annoncé son porte-parole.

Les insurgés ont en revanche revendiqué les attentats meurtriers qui avaient frappé quelques heures plus tôt Kaboul, endeuillée pour la première fois depuis le début de l'année, et Lashkar Gah, chef-lieu du Helmand (sud).

Dans la capitale, un double attentat perpétré à l'heure de sortie des bureaux près du Parlement afghan a fait au moins 36 morts et 78 blessés selon un nouveau bilan du directeur des hôpitaux de Kaboul, Mohammad Salim Rasuli. Selon lui, «les victimes sont essentiellement des civils, dont des femmes et des enfants».

Un peu plus tôt, un attentat suicide avait fait sept morts au moins parmi des responsables locaux et tribaux à Lashkar Gah, selon le chef de la police du Helmand, province du pavot et fier des talibans.

Ces carnages montrent que les talibans s'apprêtent à un deuxième hiver de combats. L'arrivée du froid et de la neige a pendant longtemps suspendu ou réduit les offensives en Afghanistan, où les forces armées soutenues par les



PH. A. D. K.

Américains peinent à faire face à l'insurrection des talibans et de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique.

A Kandahar, où certaines victimes ont été brûlées au point d'être méconnaissables, «les explosifs avaient été placés dans les canapés et ont détonné pendant le dîner», selon le chef de la police de la province Abdul Raziq, qui assistait au dîner.

L'opération n'a pas été revendiquée mais pourrait avoir ciblé ce puissant responsable, à la pointe de la lutte anti-talibans. Raziq a récemment proposé la création d'une «zone de sécurité» pour accueillir les talibans et

leurs familles afin de les soustraire à l'influence du Pakistan. Selon les autorités d'Abou Dhabi, les Emiratis tués travaillaient sur «des projets humanitaires, d'éducation et de développement». «Cet incident n'affectera pas les relations ni la coopération entre l'Afghanistan et les Emirats», a assuré le président afghan. Concernant l'attentat à Kaboul, le président Ghani a condamné une «attaque barbare» contre des civils. L'annexe du Parlement visée par les insurgés abrite différentes commissions ainsi que les bureaux de certains parlementaires. Les talibans ont affirmé sur Twitter que les victimes

«sont toutes des agents de renseignement».

La première explosion, contre un minibus qui attendait les employés, a été perpétrée par un kamikaze à pied, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Sediq Sediqqi.

Selon un garde de sécurité du Parlement joint par l'AFP, «le kamikaze s'est approché à pied des employés qui quittaient leur bureau et a déclenché sa charge au milieu de la foule».

Peu après, le garde a «remarqué une voiture suspecte garée de l'autre côté de la rue» face au Parlement : «Le temps que je crie aux passants de s'écarter, elle a explosé, me rejetant en arrière».

Il s'agissait d'un gros véhicule 4x4, totalement soufflé, a constaté un photographe de l'AFP qui a rapporté des images de dévastation : chaussée jonchée de sang et de débris, bâtiment en feu.

Les annexes du Parlement visées mardi se trouvent juste en face de l'Université américaine, durement frappée en septembre dernier par une attaque qui avait fait au moins 16 morts.

Le Parlement afghan avait déjà été la cible d'un impressionnant assaut en juin 2015, revendiqué par les talibans, au cours duquel deux civils avaient été tués ainsi que sept insurgés.



Points chauds

Financement

Par Fouzia Mahmoudi

Jean-Luc Mélenchon, est pour ceux qui s'en souviennent, celui qui a vécu la plus grosse déception au soir du premier tour de la présidentielle de 2012. Car le candidat du Front de gauche avait réussi durant les mois précédents ce scrutin à soulever un énorme et surprenant élan populaire. Ses meetings étaient devenus des rendez-vous réunissant des centaines de milliers de personnes. Tant et si bien que beaucoup prévoyaient, tandis que d'autres craignaient, notamment au sein de l'équipe de campagne du candidat socialiste, une présence de l'homme de gauche au second tour de la présidentielle à la place de François Hollande. C'est pour cela que la déception fut si grande pour Mélenchon lorsque son résultat fut annoncé et qu'il n'arriva que bien derrière Marine Le Pen qui était elle-même en troisième position derrière Nicolas Sarkozy et François Hollande. Pourtant, l'ex-candidat du Front de gauche semble bien décidé à réitérer l'expérience et s'est présenté cette fois encore à la présidentielle de 2017. D'ailleurs, non content de se présenter lui-même et d'avoir rapidement pu emprunter de l'argent auprès des banques il s'est cette semaine intéressé à la situation financière du Front national. En effet, le candidat a estimé cette semaine que la situation du FN, en difficulté pour emprunter de l'argent auprès d'un établissement bancaire français pour la campagne, était «injuste». «Oui c'est injuste parce que ou bien le Front national est interdit comme un parti dangereux pour la démocratie, ou bien c'est un parti qui a des élus, ce qui est le cas, comme les autres, et, dans ce cas, il n'y a pas de raison pour un banquier de faire de l'ostracisme», a expliqué Jean-Luc Mélenchon. «Donc je ne plaide pas pour qu'ils aient de l'argent mais je suis d'accord pour leur donner ce coup de pied de l'âne et dire aux banquiers : ayez pitié du FN, parce que d'habitude vous n'avez pas de morale, alors ne faites pas semblant d'en avoir cette fois-ci», a continué le candidat du mouvement La France insoumise, regrettant des «tris politiques». Marine Le Pen avait effectivement affirmé la semaine dernière qu'il lui manquait encore 6 millions d'euros pour financer sa campagne et qu'elle avait sollicité «des banques européennes, anglaises, américaines, russes». «La première qui me dit oui, j'accepterai», a-t-elle indiqué. Reste à savoir si l'appel au pied de l'ennemi auto-déclaré des banques, Jean-Luc Mélenchon, soit suffisant pour qu'au moins une banque décide de financer le Front national alors que le même scénario s'était joué en 2012 où aucune banque n'avait accepté de prêter à Marine Le Pen la somme qui lui était alors nécessaire pour financer sa campagne. F. M.

Equipe Trump

Le Sénat poursuit l'audition des futurs ministres

Les auditions continuent devant le Sénat pour les futurs membres du gouvernement Trump : après Jeff Sessions, candidat au poste de ministre de la Justice, ce sera au tour hier de Rex Tillerson, ancien patron du géant pétrolier ExxonMobil, pressenti pour diriger la diplomatie américaine.

Le secrétaire d'État désigné passera son grand oral devant la puissante commission des Affaires étrangères à 14h00 GMT.

Ce Texan de 64 ans, novice en politique, devrait notamment être questionné sur ses liens d'affaires avec la Russie et ses relations avec son président Vladimir Poutine.

Depuis 1999, il a tissé une relation qu'il a lui-même qualifiée de «très proche» avec le président russe, qui l'a décoré en 2012 de l'ordre de l'Amitié, une décoration décernée aux étrangers.

Rex Tillerson, qui était jusqu'au 31 décembre le P-DG de la plus grande entreprise pétrolière cotée en Bourse, devra convaincre le Congrès qu'il peut passer des sommets du monde l'industrie à la tête du premier réseau diplomatique de la planète.

Son audition intervient alors que les projecteurs seront aussi braqués vers Donald Trump qui

doit répondre hier en conférence de presse aux questions des journalistes après la publication de documents potentiellement explosifs sur ses liens avec Moscou.

Quant au ministre de la Justice désigné, Jeff Sessions, il sera lui auditionné pour la seconde journée consécutive, après avoir passé sa journée de mardi à rejeter de vieilles accusations de racisme, tout en s'efforçant de rassurer ceux qui craignent des dérives touchant les minorités et les libertés individuelles.

Le sénateur de l'Alabama s'est ainsi dit défavorable à une loi qui interdirait aux musulmans d'entrer aux États-Unis, et a admis que la technique d'interrogatoire en simulant la noyade, interdite sous la présidence de Barack Obama, était «absolument impropre et illégale», ainsi que toute forme de torture.

Personnellement opposé au mariage homosexuel et à l'avortement, Jeff Sessions a cependant promis qu'il respecterait les décisions de la Cour suprême sur ces sujets.

Sur Hillary Clinton, que Donald Trump en campagne avait menacé de traîner devant les tribunaux, avant de changer d'avis après sa victoire, Jeff Sessions n'a ni promis ni écarté d'éventuelles poursuites dans

l'affaire de ses emails ou de sa fondation. Mais «je pense qu'il serait convenable que je me récuse de tout dossier d'enquête impliquant la secrétaire Clinton», a déclaré le sénateur, cheveux blancs soigneusement coiffés sur le côté.

«Ce pays ne punit pas les rivaux politiques, ce pays fait en sorte que personne ne soit au-dessus des lois», a-t-il ajouté.

La séance sur la colline du Capitole a été mouvementée mardi, des manifestants interrompant les échanges tout au long de l'audition, depuis les rangs du public.

«Empêchez ces porcs fascistes de prendre le pouvoir !», a crié une femme.

Jeff Sessions avait été accusé en 1986 de propos racistes et d'avoir critiqué le travail d'associations de défense des droits civiques dans l'Alabama, un ex-État ségrégationniste, qualifiant la plus grande d'entre elles d'«anti-américaine». Cela avait alors torpillé sa nomination à un poste de juge fédéral.

Il s'agit d'«accusations infonduées», a répliqué l'homme de 70 ans, l'âge de Donald Trump, en revenant en détails sur cette période et en dénonçant la «caricature» de 1986 qui lui colle à la peau. «J'ai en horreur le (Ku Klux Klan), ce qu'il représente et son idéologie».



Nouveau feuilleton télévisé

Premier tour de manivelle par Amar Tribèche

■ Le premier tour de manivelle du tournage du nouveau feuilleton télévisé du réalisateur Amar Tribèche, «Le silence des innocents», prévu pour le mois de ramadhan, a été donné mardi à Alger.

Par Adéla S.

Le feuilleton, produit par la Télévision algérienne, est une adaptation d'un scénario d'une série turque, basée sur une histoire d'amour compliquée à cause de conflits familiaux qui «peuvent se produire dans la société algérienne, vu la ressemblance entre les deux sociétés turque et algérienne pour des raisons historiques», a indiqué M. Tribèche.

Le réalisateur a affirmé que le groupe ayant contribué à l'adaptation de cette œuvre, dont l'écrivaine et poétesse Samira Kebli, a pu transfigurer cette histoire au quotidien des Algériens, en se basant sur plusieurs sujets culturels communs.

La fin du tournage des 30 épisodes du feuilleton de 40 minutes chacun, est prévue pour le mois d'avril, a ajouté le réalisateur.

Le staff technique a choisi des artistes confirmés tels que Ibrahim Cherkil et Abderahmane Boudia et d'autres artistes en herbe comme Khadija Mezini,

Sarah Laalama, Meriem Zoubiri, Noureddine Boussof et Zouaoui Mohamed Adel. La cérémonie du premier tour de manivelle a eu lieu dans un restaurant de l'hôtel «El Djazair» à Alger en présence du ministre de la Communication, Hamid Grine, du directeur général de la Télévision algérienne, Toufik Kheladi, de nombre d'artistes et du staff du feuilleton. Le ministre de la Communication a mis en exergue, à cette occasion, «l'importance de telles œuvres qui relatent le quotidien des Algériens», soulignant que ces sujets «touchent de près le quotidien des téléspectateurs, ce qui justifie l'intérêt accordé par ces derniers». Dans ce contexte, le ministre a affirmé que son département encourageait «la production algérienne, notamment les initiatives artistiques qui touchent de près le quotidien des Algériens», en annonçant de nouveaux projets en chantier.

A. S./APS



Festival

Mostaganem capitale du 4^e art universitaire

La ville de Mostaganem est à partir d'hier la capitale de l'art scénique universitaire, dans le cadre de la 9^e édition du Festival du théâtre arabe «Azzeddine Medjoubi», qu'abritent simultanément Oran et Mostaganem jusqu'au 19 janvier en cours.

Neuf pièces de théâtre produites par des troupes universitaires sont en lice lors de cette manifestation pour briguer les trois prix que décernera un jury de spécialistes à l'issue de quatre jours de compétition. Parmi les œuvres programmées figurent

«El Houlim» de Tizi Ouzou, «El Koussouf» (L'éclipse) de Tamanrasset, «Sarkhat alemn» (Cri de douleur) de Skikda, «El Khadimatane» (Les deux servantes) d'El Oued, «Abdellah» de Biskra, «Banat Rahwadja» (les filles de Rahwadja) Sétif, «Beit Bernarda Alba» (La maison de Bernarda Alba) de Mostaganem et «Nihayat louaaba» (Fin de jeu) de Saïda.

Les pièces seront présentées à la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki et au théâtre régional Si Djillali-Benabdelhalim. Vendredi dernier, lors de sa conférence

de presse animée à Mostaganem, le secrétaire général de l'Institut arabe du théâtre, Ismail Abdellah, a souligné que la section «théâtre universitaire», créée à l'occasion de cette 9^e édition, sera intégrée dans les prochains rendez-vous de ce festival arabe.

«L'objectif est de promouvoir et d'encourager le développement de la création et de la pratique théâtrales dans les campus universitaires arabes», a-t-il souligné.

Kamel L.

9^e édition à Oran

Ouverture du Festival du théâtre arabe

La 9^e édition du festival du théâtre arabe, dédiée au défunt Azzeddine Medjoubi s'est ouverte mardi soir à Oran lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi.

Dans l'allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Culture a souhaité que cette nouvelle année, marquée par la tenue de cette 9^e édition du

Festival du théâtre arabe, soit celle de la création, du rayonnement culturel, de l'art et de la pensée. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, dont les activités se déroulent simultanément à Oran et Mostaganem jusqu'au 19 janvier courant, a été marquée par la présence de Mounia Meslem, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la

Condition féminine, du Secrétaire général de l'Instance arabe du théâtre, Ismail Abdellah, de plusieurs ambassadeurs de pays arabes en Algérie, ainsi que de grandes figures du 4^e art national et arabe et des personnalités culturelles et artistiques. Cette manifestation, organisée par l'Instance arabe du théâtre en collaboration avec l'Office national de la culture et

information (ONCI), enregistre la participation de 550 invités de pays arabes dont la Tunisie, le Maroc, la Syrie, la Jordanie, le Soudan, l'Egypte, l'Arabie saoudite et le Koweït.

Huit pièces théâtrales sont en lice pour le prix «Soltane Ben Mohamed El Kaçimi» en plus d'autres représentations programmées en «Off». Les organisations ont prévu également

d'honorer des membres encore en vie de la troupe artistique du FLN. Pour l'ouverture, le public sera convié à suivre le spectacle «Hiziya», dont le texte a été écrit par le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi. La mise en scène est signée par Fawzi Benbraham.

Racim C.

Le dramaturge irakien Aziz Fiyou

«Le 4^e art arabe est en quête d'une nouvelle vision»

Le dramaturge irakien Aziz Fiyou, qui a fait lecture, mardi à Oran, du message consacré à la célébration de la Journée arabe du théâtre, a souligné que le 4^e art arabe est en quête d'une nouvelle vision alliant authenticité et modernité.

«Aujourd'hui, nous avons besoin d'une nouvelle vision de notre théâtre qui allie authenticité et modernité et ouvert sur les autres expériences menées à travers le monde», a indiqué l'artiste jordanien, lors de la cérémonie d'ouverture de la 9^e édition du Festival du théâtre arabe, organisée en présence du ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, et du secrétaire général de l'Instance arabe du théâtre, Ismail

Abdellah. L'artiste irakien a plaidé pour la relance du théâtre arabe, objet d'une marginalisation. «Le théâtre arabe ne fait pas l'objet d'un grand intérêt de la part de décideurs arabes. Il souffre de marginalisation, d'exclusion et d'absence d'une réelle prise en charge», a-t-il déploré.

Aziz Fiyou a souligné que les budgets des ministères de la Culture des pays arabes «restent dérisoires et n'atteignent même pas le salaire annuel d'une star du football mondial ou la prime d'un entraîneur sportif en général».

Dans ce contexte, l'intervenant a lancé un appel aux dramaturges et créateurs arabes «à protéger les citadelles de la culture et de la création face à l'insuffisance des soutiens matériels et moraux, aux effets hégémo-

niques de la mondialisation et à la marginalisation qui frappe l'art scénique».

Cette 9^e édition du Festival du théâtre arabe porte le nom du comédien algérien Azzeddine Medjoubi, assassiné en 1995. Cette manifestation se déroulera simultanément à Oran et Mostaganem, jusqu'au 19 janvier courant.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de M^{me} Mounia Meslem, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, du Secrétaire général de l'Instance arabe du théâtre, Ismail Abdellah, de plusieurs ambassadeurs de pays arabes ainsi que de grandes figures du 4^e art national et arabe et des personnalités culturelles et artistiques.

R. C.

Hospitalisé à Zéralda Des cadres de la Sûreté d'Alger au chevet de l'artiste Jaâfer Bek

DES CADRES des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont rendu visite mardi à l'artiste et moudjahid Abdelkader Cherrouk dit «Jaâfer Bek», hospitalisé à l'hôpital Boukassam-Tayeb à Zéralda.

Né le 27 octobre 1928 à La Casbah, l'artiste qui s'est dit «enchanté» par cette visite fut très influencé par l'artiste Rachid Ksentini. Il adhère, dès son jeune âge, à la troupe infantile de la Radio nationale conduite alors par Réda Felki, et participe à la «Music-hall» avant de rejoindre la troupe du FLN en Tunisie.

G. Y.

Coup-franc direct

Ne pas se prendre la tête

Par Mahfoud M.

Sans doute que de nombreux fans pensent que le 6-0 face à la Mauritanie est suffisant pour affirmer que la sélection nationale est fin prête pour la CAN et devrait pouvoir tenir son rang, sachant que de nombreux observateurs la voient comme le favori en puissance pour le sacre final. En fait, ils se trompent énormément, car ce n'est pas un match comme celui-là qui peut être une référence pour notre équipe qui devra puiser dans ses plus profondes réserves pour tenter de se qualifier d'abord au deuxième tour et essayer ensuite d'aller le plus loin possible dans cette compétition. Il ne faut pas se prendre la tête et penser qu'on pourra gagner la CAN après avoir remporté un match face à une équipe qui n'est pas une référence en la matière, étant donné qu'elle n'est même pas qualifiée pour la phase finale de la CAN. Les joueurs de l'EN ne doivent pas se prendre la tête et penser que ce sera facile, car un tournoi de ce genre se prépare sérieusement avec une préparation d'au moins de deux, voire quatre mois. Il faudra être concentré comme il se doit lors de cette CAN qui ne sera pas une partie de plaisir pour les joueurs. Il ne faut rien laisser au hasard pour réussir un tournoi honorable, car ce n'est pas avec la parole qu'on réussira cette Coupe d'Afrique.

M. M.

Coupe du monde d'escrime-2017/Etape d'Alger Bernaoui : «Nous ambitionnons de rendre l'étape d'Alger un Grand-Prix»

LA FÉDÉRATION algérienne d'escrime (FAE) ambitionne de rendre l'étape d'Alger de la Coupe du monde de fleuret féminin un «Grand-Prix», a indiqué mardi son président, Abderaouf-Salim Bernaoui. «Après la réussite des deux étapes de 2015 et 2016, l'Algérie est bien placée pour rendre cette étape, la seule en Afrique, un Grand-Prix de coupe du monde. Si on réussit, ce sera une autre histoire», a déclaré Bernaoui lors d'une conférence de presse tenue à Alger. Le premier responsable de la FAE a fait savoir que l'objectif de son instance était de donner à cette étape une autre dimension dans un proche avenir, ajoutant que son instance a déposé une demande à la Fédération internationale d'escrime (FIE) dans l'optique de promouvoir l'étape d'Alger à un Grand-Prix. «On attend une réponse qui, j'espère, sera positive car on a des arguments à faire valoir», a-t-il insisté. L'Algérie organisera du 13 au 15 janvier la 3^e étape de la Coupe du monde de fleuret féminin à la salle Harcha-Hacene (Alger). Cette étape va connaître la participation de 101 athlètes issues de 19 pays. Il s'agit de l'Algérie, l'Autriche, le Canada, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Grèce, Hong Kong, la Hongrie, l'Italie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, la Pologne, la Roumanie, la Russie, la Turquie, les Etats-Unis et la Chine.

Migration vers Harcha

L'Algérie engagera dix athlètes en individuel, à savoir Anissa Khelfaoui, Narimene El-Houari, Meriem Mebarki, Sonia Zeboudj, Yasmine Menaouer, Yasmine Tantast, Leïla Ghazi, Nihel Guemmar, Amira Rouibet et Yelli Sadoudi. Dans le «par équipes», la sélection nationale sera composée du quatuor Anissa Khelfaoui, Narimene El-Houari, Meriem Mebarki et Sonia Zeboudj. Les meilleures fleuretistes mondiales seront au rendez-vous, comme la championne olympique-2016 à Rio de Janeiro, la Russe Inna Deriglazova, et la vice-championne olympique, l'Italienne Arianna Errigo. «Il y aura un nombre important de participantes cette fois-ci et aussi de grosses pointures en dépit du fait que l'année 2017 n'est pas olympique. L'étape d'Alger a pris une autre dimension, Harcha est plus spacieuse», a déclaré Bernaoui pour expliquer le changement du lieu de compétition, de l'hôtel Hilton à la salle Harcha. «Nous n'avons pas droit à l'erreur, notre réputation est en jeu. La présence de stars du fleuret féminin signifie beaucoup pour nous et les points du tournoi valent beaucoup au classement général», a-t-il encore expliqué.

Handball/ Jeux africains de la jeunesse-2018 L'EN U17 garçons en stage à Soudania

LA SÉLECTION algérienne de handball (garçons) des U17 effectue un stage du 10 au 15 janvier au Centre de préparation de Soudania (Alger), a indiqué mardi la Fédération algérienne de handball (Fahb). L'équipe dirigée par l'entraîneur national Djallal Eddine Harous et son adjoint Mohamed Mekki prépare les jeux Africains de la jeunesse (JAJ), prévus en Algérie en 2018. Le dernier regroupement

des U17 avait eu lieu du 17 au 23 décembre 2016 et avait regroupé 18 joueurs. Pour ce nouveau regroupement, 18 joueurs de 14 clubs ont été convoqués. Quinze des 18 concernés par le stage qui débute mardi avaient déjà pris part au précédent regroupement, en présence des «novices» Houairi Nabil (Medjana), Hacherouf Mohamed Amine (ES Arzew) et Khalil Malik (El Kser).

Equipe nationale Départ des Verts aujourd'hui pour le Gabon

■ C'est aujourd'hui que la sélection nationale de football prendra son envol pour le Gabon où elle disputera la CAN 2017.



Leekens et les Verts se concentrent sur leur sujet

Par Mahfoud M.

Les Verts ont pris un vol spécial pour rejoindre la capitale Libreville avant de continuer le trajet jusqu'à Franceville, leur camp de base pour ce tournoi africain. Le coach national, le Belge Leekens, avait accordé un jour de repos hier aux joueurs pour leur permettre de souffler après le match d'application qu'ils ont joué face à la Mauritanie et qu'ils ont remporté sur le score de (6/0). Le retour au CTN de Sidi Moussa était prévu dans la soirée à 20h et les coéquipiers de Mandi seront conviés à une séance de visionnage pour avoir une idée sur les adversaires de

la sélection. Le coach des Fennecs ne souhaite pas partir dans l'aventure et veut avoir des informations quelque peu fiables sur toutes les équipes que les Verts doivent affronter lors de cette CAN. Pour cela, Leekens compte recouper les informations qu'il faut pour informer ses capés sur le comportement à avoir face à tous les adversaires. Le premier responsable du staff technique national a, en outre, été satisfait de la production de ses joueurs lors de ce deuxième match amical face à la Mauritanie, surtout que des joueurs comme Mahrez, Slimani, Brahimi et Soudani, qui sont considérés comme la force de frappe des Verts, ont montré de

grandes dispositions et se sont donnés à fond lors de cette empoignade, indiquant qu'ils sont prêts pour ce rendez-vous continental qui sera un sérieux test pour les Verts. Pour ce qui est du groupe sur lequel il devrait compter à l'entame de ce tournoi, on croit savoir qu'il fera confiance aux mêmes joueurs qui ont disputé le match face à la Mauritanie avec peut-être certains petits réglages. L'essentiel est que le coach fasse confiance aux joueurs les plus en forme pour le premier match que jouera l'EN lundi prochain pour le compte de la CAN.

M. M.

Riyad Mahrez «Il serait bon pour mon père que nous décrochions ce prestigieux trophée»

L'international algérien, Riadh Mahrez, a exprimé, mardi à Londres, son souhait de voir l'équipe nationale décrocher un titre africain, à quelques jours du coup d'envoi de la CAN 2017, affirmant que le onze national était «totalement prêt». Dans un entretien à la chaîne de télévision britannique «Sky sport», Riyad Mahrez a dit vouloir décrocher un titre continental avec l'Algérie lors de la prochaine Coupe d'Afrique des nations, même s'il a admis que les adversaires du groupe de l'Algérie ne sont pas faciles. Le meilleur joueur africain de l'année ambitionne d'offrir, ce mois-ci au Gabon, avec le onze national, aux 40 millions d'Algériens, le premier titre continental de leur histoire sur un sol étranger. L'Algérie qui avait organisé la CAN 1990 avait été sacrée pour la première fois de son histoire face au Nigeria. Pour le milieu de terrain du club britannique,

Leicester City, «il y a une impression que le pays a finalement réussi à former une équipe avec des joueurs brillants». Il a évoqué son co-équipier Islam Slimani, un «formidable buteur», et Yacine Brahimi de Porto, un «dribbleur super doué», qui sont, selon lui, tous capables de rivaliser avec quiconque une fois sur le terrain. La première tâche, a-t-il souligné, consiste à prendre très au sérieux le groupe dans lequel l'Algérie fait partie. Un groupe qui comprend notamment le Sénégal, la Tunisie et le Zimbabwe. Selon Mahrez, il s'agit de l'un des groupes les plus difficiles en Afrique, ajoutant que son équipe est consciente que cette édition de la CAN comprend de très bonnes sélections, et qu'elle fait partie du groupe le plus compliqué. Il a confié être motivé par la mémoire de son défunt père et par le peuple algérien à qui il aspire dédier le trophée de la CAN 2017. «Une

fois au Gabon, mes pensées seront tournées vers le village de Beni Snous où est enterré mon père. Il serait bon pour mon père que nous décrochions ce prestigieux trophée continental... Il voulait que je joue pour l'Algérie, c'était son souhait le plus cher», a-t-il dit.

Match de préparation Cameroun et Zimbabwe font match nul

LE CAMEROUN et le Zimbabwe ont fait match nul 1 à 1 (mi-temps: 1-1) en match de préparation à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2017), mardi à Yaoundé. Les buts de la rencontre ont été inscrits pour le Cameroun par Benjamin Moukandjo (27 s.p.). Celui du Zimbabwe a été signé par Tendai Ndoro (14).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Iran

Un meurtrier relâché tue six personnes dans deux maisons

UN HOMME soupçonné de meurtre et récemment libéré sous caution a tué hier six personnes dans deux maisons d'une ville du centre de l'Iran, ont rapporté des médias iraniens. L'homme qui était en prison pour son implication dans une affaire de meurtre, a fait irruption dans deux maisons de la localité d'Arak, dont celle du policier qui l'avait arrêté l'an dernier. Il l'a tué sur le coup, ainsi que la sœur, la mère et le frère du policier. Un autre membre de la famille a été blessé et hospitalisé. Puis le tireur s'est rendu au domicile de la victime du meurtre dans lequel il est impliqué, tuant ses parents. Le frère de la victime a également été touché et blessé. Il a réussi à prendre la fuite mais son frère, qui l'accompagnait durant le carnage, a été arrêté, selon le procureur d'Arak cité par les agences de presse. Il avait été remis en liberté le 1^{er} janvier pour avoir accepté de coopérer avec les enquêteurs, moyennant le paiement d'une caution.

M. O.

Allemagne/Un recul par rapport à 2015

280 000 nouveaux demandeurs d'asile en 2016

L'ALLEMAGNE a accueilli 280 000 nouveaux demandeurs d'asile en 2016, soit un recul des deux tiers par rapport au chiffre record de 890 000 en 2015, a annoncé hier le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière. «C'est la preuve que les mesures prises par le gouvernement allemand et l'Union européenne ont fonctionné... ces flux migratoires peuvent être régulés et contrôlés», a estimé le ministre allemand. L'Office fédéral pour les migrations et les réfugiés (BAMF), chargé d'étudier les demandes d'asile, traite actuellement 745 545 demandes, la plupart déposées par des migrants arrivés lors de la grande vague de 2015. La fermeture de la «route des

Balkans» et la signature d'un accord controversé entre l'UE et la Turquie en mars ont conduit à la baisse des arrivées de migrants en provenance du Moyen-Orient et d'Afghanistan. De janvier à décembre 2016, les demandes émanant de personnes en provenance de Syrie constituent à elles seules 36% des requêtes. Les pays les plus représentés sont ensuite l'Afghanistan (17%) et l'Irak (13%). A l'échelle européenne, derrière l'Allemagne, l'Italie, la France puis la Grèce sont les pays où le plus de demandes d'asile ont été déposées au troisième trimestre de l'année 2016, selon l'organisme Eurostat.

R. I.

Contrat pour 18 mois

Medjani s'engage avec Trabzonspor

LE DÉFENSEUR international algérien, Carl Medjani, s'est engagé hier pour un contrat de 18 mois avec la formation de Trabzonspor, a annoncé le pensionnaire de la division 1 turque de football sur son compte Twitter. Très peu utilisé par le club espagnol de Leganes depuis le début de la Liga (595 minutes en 17 matches, ndr), Medjani effectue son retour chez son ancien club dont il avait porté les couleurs durant deux saisons (2014-2016). «Je suis heureux d'effectuer mon retour à Trabzonspor. Je remercie le président de m'avoir fait confiance de nouveau», a affirmé Medjani à la presse, en marge de la signature de son contrat. Le défenseur central des Verts, non retenu pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon (14 janvier-5 février), a décidé de relancer sa carrière en Turquie et tenter de retrouver la sélection en vue des futures échéances. Outre Medjani, le milieu de terrain algérien de West Ham (Premier league anglaise),

Sofiane Feghouli, très peu utilisé par l'entraîneur croate des «Hammers» Slaven Bilic, serait sur le point de rejoindre l'AS Rome (Serie A italienne) pour un prêt alors que le gardien international Rais M'bolhi est en passe de signer avec le Stade Rennais (Ligue 1/France).

Racim S.

En raison de contrôles techniques

Fermeture lundi du téléphérique Oued Koriche-Bouzaréah

LE TÉLÉPHÉRIQUE reliant Oued Koriche à Bouzaréah sera fermé aux usagers lundi prochain en raison de contrôles techniques qui y seront effectués, a indiqué hier l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) dans un communiqué. Ces contrôles techniques réglementaires s'effectuent semestriellement sur les installations des transports par câbles, précise cette entreprise chargée de l'exploitation des téléphériques en Algérie. «Le service reprendra normalement le mardi 17 janvier

Nouvel an berbère
Assegwas ameggaz 2967



Loumis

Djalou@hotmail.com

Commerce

Les marchés inexploités seront reconvertis en salles de sport

■ Les marchés de proximité réalisés dans la wilaya d'El Tarf dans le cadre de la lutte contre l'informel et qui sont restés inexploités, seront reconvertis en salles de sport, a indiqué, hier, le wali. Implantés à travers, entre autres, les localités d'El Tarf, Sidi Kassi et El Kala, ces espaces de vente seront aménagés et dotés de l'ensemble des équipements nécessaires pour la pratique du sport, a précisé Mohamed Lebka lors d'un conseil de wilaya.

Par Slim O.

Les présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) ont été instruits à l'effet de concrétiser cette opération «dans les plus brefs délais», en associant les différentes associations sportives, a-t-on encore noté. Rappelant l'importance de la quinzaine de marchés de proximité réalisés dans la wilaya d'El Tarf, pour un montant de plus de 420 millions de dinars, le chef de l'exécutif local a mis l'accent sur la nouvelle vocation de ces espaces appelés à encourager la pratique du sport. Les jeunes

s'adonnant à l'informel boudent ces espaces, préférant «exercer» leur activité à même le sol, le long des routes nationales, à l'image de la RN 44 reliant Annaba à El Kala où ils persistent à occuper les lieux, a-t-on constaté. Les espaces qui leur ont été dédiés sont abandonnés, bien qu'ils soient équipés et raccordés aux réseaux d'alimentation en eau potable et d'électricité, a-t-on encore soutenu. Lors de cette rencontre, l'accent a été

également mis sur l'importance de la poursuite des efforts destinés à la prise en charge des pré-occupations des citoyens liées, entre autres, au logement rural. Les bénéficiaires d'une trentaine de logements ruraux à Zerizer, ne disposant pas encore de leurs actes de propriété, ont été pris en charge, a assuré Ferhat Tabib, directeur des domaines d'El Tarf, précisant que «tous les cas soulevés seront traités».

S. O./APS

Tlemcen

Saisie de 114 kg de kif traité

UN TOTAL de 114 kilogrammes de kif traité a été saisi mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments des gardes-frontières dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments des gardes-frontières ont saisi, le 10 janvier 2017 à Tlemcen, 114 kg de kif traité, tandis qu'un autre détachement combiné a arrêté un contrebandier à bord d'un camion chargé de 3,28 quintaux de tabac à El-Oued (4^e Région militaire)», précise la même source. «Dans des opérations distinctes menées à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont intercepté 12 contrebandiers et saisi 3 véhicules tout-terrain, 1 675 tonnes de denrées alimentaires, 1 600 litres de carburant, 3 marteaux piqueurs et un téléphone satellitaire», ajoute le communiqué. D'autre part, des détachements de l'ANP ont arrêté à Biskra, Ghardaïa, et Bordj Badji Mokhtar, «87 immigrants clandestins de nationalités subsahariennes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de 7 personnes à Ain Témouchent», conclut le MDN.

Ali T.

L. M.